

imbroglio périlleux. La plupart des journaux et des hommes politiques français expriment leur approbation de cet accord qui fait encore disparaître un des nuages dont était assombri, il y a quelques mois, l'horizon européen.

* * *

Il en reste encore du côté des Balkans. Mais là aussi ils tendent à s'effacer. Entre la Bulgarie et la Turquie la question financière semblait être la pierre d'achoppement. Celle-ci paraissait disposée à reconnaître l'indépendance de celle-là, moyennant une indemnité de 125 millions de francs. De son côté la Bulgarie acceptait le principe de l'indemnité mais refusait d'aller au-delà de 82 millions, ce qui ne laissait pas que de constituer un écart considérable. Ni l'un ni l'autre des deux gouvernements ne voulait abandonner la position prise dès le début des négociations, et la difficulté menaçait de mal tourner lorsque la Russie intervint avec une proposition qui fut un véritable coup de théâtre. La Turquie, depuis le traité de San-Stefano, doit à l'empire russe une indemnité de guerre payable au moyen d'annuités, et qui s'élève encore à 550 millions de francs. La Russie vient dire aujourd'hui à sa débitrice : Dans l'intérêt de la paix et pour aider à votre réconciliation avec le gouvernement bulgare, voici ce que je suis prête à faire. Ce dernier devrait vous payer, prétendez-vous, 125 millions, mais refuse de vous en verser plus de 82. Eh bien, je vais annuler sur les annuités que vous me devez un nombre suffisant pour vous soulager du fardeau de 125 millions et vous permettre conséquemment de vous procurer par voie d'emprunt une somme égale. Puis se retournant vers la Bulgarie, le cabinet de Saint-Petersbourg lui dit : Les 82 millions que vous êtes prête à payer à la Turquie, vous me les devrez à moi et me les rembourserez par annuités peu onéreuses. Quant aux 43 millions de l'écart entre ce que vous offrez à la Turquie et ce qu'elle demande vous m'en paierez simplement l'intérêt. C'est-à-dire que la Russie se substitue à la Bulgarie pour solder l'indemnité réclamée de celle-ci par la Turquie ; qu'elle fournit au gouvernement de Constantinople le moyen de se procurer tout l'ar-